



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conseillers en exercice : 61

Date de Publicité : 16/12/14

Reçu en Préfecture le : 16/12/14
CERTIFIÉ EXACT,

Séance du lundi 15 décembre 2014
D-2014/749

Aujourd'hui 15 décembre 2014, à 15h00,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

Monsieur Alain JUPPE - Maire

Etaient Présents :

Monsieur Alain JUPPE, Madame Virginie CALMELS, Monsieur Nicolas FLORIAN, Madame Alexandra SIARRI, Madame Anne BREZILLON, Monsieur Fabien ROBERT, Mme Anne-Marie CAZALET, Monsieur Nicolas BRUGERE, Madame Brigitte COLLET, Monsieur Jean-Louis DAVID, Madame Emmanuelle CUNY, Monsieur Stephan DELAUX, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Marik FETOUH, Madame Laurence DESSERTINE, Monsieur Jean-Michel GAUTE, Madame Magali FRONZES, Monsieur Pierre LOTHAIRES, Madame Emilie KUZIEW, Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Madame Arielle PIAZZA, Monsieur Jérôme SIRI, Madame Elizabeth TOUTON, Monsieur Joël SOLARI, Monsieur Alain DUPOUY, Monsieur Josy REIFFERS, Madame Ana maria TORRES, Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H, Monsieur Michel DUCHENE, Madame Mariette LABORDE, Madame Marie-Françoise LIRE, Monsieur Erick AOUIZERATE, Monsieur Philippe FRAILE MARTIN, Madame Anne WALRYCK, Madame Marie-Hélène VILLANOVE, Madame Florence FORZY-RAFFARD, Madame Constance MOLLAT, Monsieur Alain SILVESTRE, Madame Marie-José DEL REY, Madame Maribel BERNARD, Monsieur Guy ACCOCEBERRY, Monsieur Yohan DAVID, Monsieur Edouard du PARC, Madame Sandrine RENO, Madame Estelle GENTILLEAU, Monsieur Marc LAFOSSE, Monsieur Yassine LOUIMI, Mme Laetitia JARTY ROY, Madame Solène CHAZAL, Madame Cécile MIGLIORE, Madame Michèle DELAUNAY, Monsieur Pierre HURMIC, Monsieur Vincent FELTESSE, Madame Emmanuelle AJON, Monsieur Nicolas GUENRO, Madame Delphine JAMET, Monsieur Matthieu ROUYEYRE, Monsieur Jacques COLOMBIER, Madame Catherine BOUILHET,

Excusés :

Monsieur Didier CAZABONNE, Monsieur Benoit MARTIN

Appel à candidatures pour l'exploitation d'un petit train touristique de découverte de Bordeaux. Appel à convention et occupation du domaine public. Cahier des charges. Règlement de la consultation. Adoption.

Monsieur Stephan DELAUX, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

L'attractivité touristique de la ville de Bordeaux s'est considérablement accrue ces dernières années du fait du projet urbain et de l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco. De nouveaux produits ont vu le jour, souvent sous l'initiative privée, concourant ainsi à l'animation de la cité.

Par délibération du 27 avril 2009, nous avons lancé une procédure de mise en concurrence sous forme d'appel à candidatures pour la mise en place d'un petit train touristique électrique, outil de découverte écologique et novateur.

La procédure a alors été infructueuse et fut relancée le 26 avril 2010 (délibération 20100189). Trois offres furent remises, et par délibération du 26 septembre 2011 (D-2011/496), Monsieur le Maire a été autorisé à signer une convention avec la Société d'Exploitation des Petits Trains Touristiques (SEPTT), représentée par son gérant, Monsieur Mourgues, lequel s'était engagé à faire circuler des petits trains électriques.

A ce jour, malgré plusieurs relances auprès de l'opérateur, force est de constater que les engagements n'ont pas été tenus et que le matériel en circulation est de plus en plus vieillissant, ne conférant pas une bonne image d'accueil à notre ville.

Il est donc proposé de lancer une nouvelle consultation, sur le même mode opératoire, à savoir la signature d'une convention d'occupation du domaine public entre la Ville et le futur occupant, en fonction du cahier des charges et règlement ci-après annexés.

L'offre retenue sera celle qui répondra le mieux aux différents critères ci-dessous hiérarchisés par ordre décroissant :

- intégration environnementale (motorisation électrique ou thermique de dernière génération)
- équilibre économique, intérêt et viabilité du projet
- positionnement vis-à-vis des publics

En outre, ce projet s'inscrit dans le cadre du développement durable prôné par l'agenda 21 de la Ville.

En conséquence, Mesdames et Messieurs, je vous demande de bien vouloir d'une part, approuver le cahier des charges ci-joint ainsi que le règlement de la consultation ci-annexé ; et d'autre part, autoriser Monsieur le Maire à lancer un appel à candidatures sur la base de ces deux documents.

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et Délibéré à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 15 décembre 2014

P/EXPEDITION CONFORME,

Monsieur Stephan DELAUX

**APPEL A CANDIDATURES POUR L'EXPLOITATION
D'UN PETIT TRAIN TOURISTIQUE A BORDEAUX
DANS LE CADRE D'UNE OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

L'attractivité touristique de la ville de Bordeaux s'est considérablement accrue ces dernières années du fait du projet urbain et de l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco. De nouveaux produits ont vu le jour, souvent sous l'initiative privée, concourant ainsi à l'animation de la cité.

A ce titre, un petit train touristique est exploité par un opérateur depuis 2007, avec une autorisation d'occupation temporaire prenant fin le 31 décembre 2014.

L'évolution de la réglementation et de la technologie permet à présent l'utilisation de petits trains touristiques de nouvelles générations, notamment plus respectueux de l'environnement.

L'occupation du domaine public en vue de l'exploitation d'un tel produit étant une activité économique et un droit d'exploitation étant consenti à titre exclusif, il est procédé à une mise en concurrence.

L'occupant prendra à sa charge l'acquisition du matériel roulant et tous les aménagements et équipements nécessaires à cette activité et en assurera le parfait entretien.

La Ville pourra néanmoins, en cas de besoin et sur demande, prendre à sa charge l'installation d'une borne d'alimentation électrique (charge rapide de batteries) dans le parking des cars de tourisme des Quinconces.

L'occupation temporaire du domaine public pour du stationnement de courte durée entre les rotations concourant à l'exploitation d'un petit train touristique électrique se traduit juridiquement par une convention d'occupation temporaire du domaine public.

Cette convention ne prévaut pas à toute autre autorisation administrative, actuelle ou à venir, requise pour exercer ce type d'activité (homologation du matériel, compétence professionnelle, permis de conduire, autorisation de circuler ...).

Les parties seront désignées comme suit :

- Pour la Ville de Bordeaux, la Ville,
- Pour le candidat bénéficiaire d'une autorisation d'occupation du domaine public conforme au cahier des charges, l'occupant.

L'activité ne sera ni cessible ni transmissible. Elle sera soumise aux règles relatives aux occupations temporaires du domaine public. L'occupant réalise à ses frais les constructions et aménagements nécessaires ainsi que leur entretien. A l'expiration du contrat, il est tenu de remettre le site dans l'état. Aucune modification, extension ou transformation ne pourra se faire sans l'accord exprès et préalable de la Ville et selon la nature un avenant sera nécessaire à la convention établie.

ARTICLE 2 – DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les offres devront être adressées uniquement par voie postale à la mairie de Bordeaux pour le 15 mars 2015 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

ARTICLE 3 : ADRESSE ET FORME DE LA REMISE DES OFFRES

Les offres seront adressées sous plis cachetés dans une enveloppe comportant la mention suivante.

**Direction du Développement Economique, Mission Tourisme
Consultation pour l'exploitation d'un petit train touristique
Mairie de Bordeaux – Hôtel de Ville
Place Pey-Berland
33077 BORDEAUX CEDEX**

avec une mention : NE PAS OUVRIR CE PLI

ARTICLE 4 : CONTENU DE L'OFFRE

La seule langue autorisée sera le français.

Tous les éléments chiffrés seront en euros.

L'offre sera faite en deux exemplaires papier remis dans le même pli (dont un aisément reproductible) et sous format numérique (CD, DVD, clé USB ...).

L'offre devra comprendre les documents suivants numérotés dans l'ordre :

1/ Une note de synthèse de l'offre sur 1 page maximum

2/ Une présentation du candidat

- Compétences, références et agréments pour l'activité concernée.
- Nature de la personne morale, statuts et autorisation éventuelle de la structure (ex : décision du conseil d'administration...).
- Un bilan consolidé de l'entité juridique sur les trois dernières années.
- Extrait de Kbis.
- Attestation de paiement à jour des impôts, taxes, charges et cotisations sociales...

3/ Un descriptif détaillé du train touristique

- Normes, homologation, motorisation, ..
- Dimension, poids, capacité, confort, accessibilité aux PMR ...
- Design, couleur, sonorisation, panneaux publicitaires...

4/ Une description du produit et de son fonctionnement

- Projets de parcours et circuits, avec une cartographie sommaire
- Fonctionnement (délai de mise en œuvre, stationnement nocturne, nombre de trains, rotations, période d'activité, vente de billets, mode de paiements ...)
- Publics visés
- Personnels nécessaires et compétences que le candidat s'engage à mettre en œuvre
- Partenariats espérés et / ou d'ores et déjà négociés

5/ Documents financiers

- Un budget prévisionnel d'exploitation sur au moins les trois premières années
- Une note détaillant le montage financier.
- Une note précisant les tarifs envisagés.

6/ Abonnement

- Le candidat proposera, le cas échéant, un tarif d'abonnement mensuel pour l'accès au parking des cars de tourisme.

ARTICLE 5 – ALLOTISSEMENT

Le présent appel à candidatures porte sur un seul lot : l'exploitation d'un ou plusieurs petits trains touristiques, sur la base d'une occupation du domaine public.

Compte tenu de l'impact de ce type d'activité sur l'espace public (stationnement, circulation), la Ville n'envisage pas de délivrer d'autres autorisations d'occupation pour des activités identiques, pendant la durée du contrat, en centre ville.

ARTICLE 6 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

La présente consultation a pour objet de retenir l'offre qui répondra le mieux aux différents critères selon le tableau de notation ci-dessous.

Critères	Coef.	Note/20	Total
1. Equilibre économique, intérêt et viabilité du projet (cohérence du produit, rentabilité, projets de parcours...)	1,5	/20	/30
2. Intégration environnementale (design des trains, sonorisation, publicité ...)	2,5	/20	/50
3. Positionnement vis-à-vis des publics (clientèles étrangères, personnes en situation de handicap, familles...)	1	/20	/20
TOTAL GENERAL		/100	/100

ARTICLE 7 : NEGOCIATION / MISE AU POINT

Après remise des offres, la Ville se réserve la possibilité d'auditionner l'ensemble des candidats et de mener des négociations avec eux, sans remettre en cause l'équilibre de la convention objet de la présente consultation.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les litiges relatifs à la présente consultation seront soumis aux tribunaux compétents siégeant à Bordeaux.

ARTICLE 9 : INDEMNISATION

Les candidats non retenus à l'issue de la présente consultation ne pourront faire valoir aucun droit à indemnisation.

ARTICLE 10 : DOCUMENTS ANNEXES

Est annexé au présent règlement de la consultation un cahier des charges destiné à servir de base à l'offre du candidat.

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION D'UN PETIT TRAIN TOURISTIQUE
DE DECOUVERTE DE BORDEAUX

CAHIER DES CHARGES

Le présent document doit servir de base à l'établissement de la convention d'occupation du domaine public.

Entre

La Ville de Bordeaux représentée par son Maire, M. Alain JUPPE, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal du reçue à la Préfecture de la Gironde, et domicilié à cette fin en l'Hôtel de Ville, place Pey-Berland 33077 BORDEAUX cedex,

Ci-après désignée, la Ville,

Et

M..... (l'occupant), domicilié ...

Ci-après désigné, l'occupant,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

L'attractivité touristique de la ville de Bordeaux s'est considérablement accrue ces dernières années du fait du projet urbain et de l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco. De nouveaux produits ont vu le jour, souvent sous l'initiative privée, concourant ainsi à l'animation de la cité.

A ce titre, un petit train touristique est exploité par un opérateur depuis 2007, avec une autorisation d'occupation temporaire prenant fin le 31 décembre 2014.

L'évolution de la réglementation et de la technologie permet à présent l'utilisation de petits trains touristiques de nouvelles générations, notamment plus respectueux de l'environnement.

L'occupation du domaine public nécessaire pour permettre l'exploitation d'un tel produit afin d'assurer le stationnement de courte durée du petit train entre les rotations justifie le recours à une procédure de mise en concurrence, l'exploitation du petit train constituant une activité économique.

L'occupant prendra à sa charge l'acquisition du matériel roulant et tous les aménagements et équipements nécessaires à cette activité et en assurera le parfait entretien.

La Ville pourra néanmoins, en cas de besoin et sur demande, prendre à sa charge l'installation d'une borne d'alimentation électrique (charge rapide de batteries) dans le parking des cars de tourisme des Quinconces.

L'occupation temporaire du domaine public pour du stationnement de courte durée entre les rotations concourant à l'exploitation d'un petit train touristique se traduit juridiquement par la présente convention d'occupation temporaire du domaine public.

Cette convention ne prévaut pas à toute autre autorisation administrative, actuelle ou à venir, requise pour exercer ce type d'activité (homologation du matériel, compétence professionnelle, permis de conduire, autorisation de circuler ...).

ARTICLE 2 – CONDITIONS D'EXPLOITATION

Afin de limiter au maximum les perturbations sur la circulation dans la ville, la mairie souhaite limiter le nombre de trains en circulation au même moment, hors circuits spéciaux le cas échéant, selon les règles suivantes :

- du 15 décembre au 24 décembre : 1 train au maximum
- le reste de l'année : 3 trains au maximum

ceci, sauf cas de forces majeures ou d'intérêt général (travaux, manifestations, évènements, intempéries ...), sept jours sur sept, de 10 h à 23 h.

L'opérateur définira ses propres circuits et établira les dossiers nécessaires aux autorisations administratives requises pour son activité, en temps et en heure.

Il pourra être proposé des circuits individuels et des circuits groupes, permanents ou sur demande, avec comme unique point de prise en charge / décharge, les places de stationnement autorisées, sauf dérogation.

Il est ici précisé que la ville et les autres autorités compétentes (Bordeaux métropole, GPMB ...) se réserve la possibilité d'étudier l'opportunité d'autoriser, le cas échéant, le petit train à :

- circuler dans une partie de la zone soumise à contrôle d'accès, sous réserve de ne pas emprunter les voies interdites aux véhicules dépassant 7,5 tonnes de PTAC
- embarquer / débarquer et circuler dans le périmètre de sécurité de la zone d'accostage des grands navires

Le design des trains devra être particulièrement soigné, en étant traditionnel ou contemporain, la motorisation sera respectueuse de l'environnement, électrique, hybride ou thermique de dernière génération, l'équipement obligatoirement accessible aux PMR, avec des commentaires en multilingues.

ARTICLE 3 – MODALITES D'EXPLOITATION

Concernant l'arrêt et le stationnement du petit train, il est convenu ce qui suit :

- stationnement nocturne / zone technique.

L'opérateur devra en faire son affaire et obtenir, le cas échéant, toutes les autorisations requises pour la logistique liée à ce volet de l'exploitation.

- emplacement commercial allées de Tourny (base juridique du présent contrat)

L'opérateur se verra délivrer une AOT (autorisation d'occupation temporaire) pour utiliser un emplacement pour embarquer et déposer le public (25 m linéaire environ, soit un équivalent de 5 places de stationnement), avec un marquage au sol approprié.

Sur ce périmètre, pourra également être apposé un mobilier de signalétique commerciale limité et de qualité, ainsi qu'un dispositif de gestion des flux (type cordons file d'attente).

L'opérateur fera sa billetterie à bord ou via un partenaire (Office de tourisme,), aucune guérite ne pourra être implantée.

- utilisation du parking cars de tourisme Chartres / Bristol

L'opérateur pourra avoir accès au parking des cars de tourisme des allées Chartres / Bristol, via un abonnement, en accès diurne uniquement, à la fois pour offrir des départs à une clientèle de groupes, mais également pour la remise d'un train au maximum à la fois, en courte durée (2 heures au maximum), lequel pourra éventuellement faire l'objet d'une recharge rapide de batteries.

Sous peine de résiliation immédiate, l'exploitation ne pourra porter atteinte à la tranquillité, la sécurité et à l'hygiène publique. Dans ce cas, la résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation. Il en sera de même pour toute atteinte à la moralité et aux bonnes mœurs.

L'opérateur s'engage à limiter au maximum le bruit généré par son activité. A ce titre, l'utilisation d'audio guide individuel (écouteur) serait appréciée.

La Ville de Bordeaux pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle à effet de vérifier, notamment, les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux, ainsi que de circulation.

ARTICLE 4 – DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat prendra effet au

Compte tenu du montant de l'investissement, la durée du contrat est établie à sept ans, avec en option une année supplémentaire, renouvelable deux fois. La détermination finale de la durée de l'occupation revient à la Ville.

La durée du contrat pourra être abrégée selon les clauses prévues ci-après.

ARTICLE 5 – ENTRETIEN – REPARATION – SECURITE

Dans un souci d'hygiène et de sécurité ainsi que d'esthétique, le matériel et les équipements devront être constamment maintenus en parfait état de fonctionnement ; leur propreté et leur aspect devront demeurer sans cesse impeccables.

L'occupant sera tenu d'effectuer, sans délai et à ses frais, toute remise en état ou adaptation des matériels et des équipements rendus nécessaires par l'évolution de la législation et par l'usure due à l'utilisation normale des équipements.

Dans l'éventualité où les travaux de réparation ou d'entretien ne seraient pas réalisés, la Ville après mise en demeure pourra faire procéder à une exécution d'office aux frais de l'exploitant ou résilier sans possibilité d'indemnisation pour l'occupant le présent contrat.

ARTICLE 6 – TRAVAUX

L'occupant devra impérativement préciser s'il souhaite utiliser une borne d'alimentation électrique en centre ville pour une charge rapide des batteries, ceci afin de faciliter son exploitation s'il opte pour une motorisation électrique.

Un tel équipement pourra être prévu au sein du parking des cars de tourisme Chartres / Bristol. L'exploitant fournira à la ville un dossier technique permettant l'installation et le raccordement au réseau d'une borne. La ville en assurera la maîtrise d'ouvrage et le financement, dans la limite de 5 000 € HT. Si ce montant est dépassé, le complément sera alors pris en charge par l'opérateur qui remboursera à la ville les sommes dues sur présentation d'un justificatif.

La Ville pourra autoriser un tiers à utiliser également cet équipement selon un planning adapté (ex : navette électrique ...). Les frais d'abonnement et de consommation électrique seront à la charge de l'opérateur ou partagés entre eux en cas d'utilisateurs multiples, ce volet sera précisé lors de la mise au point du contrat, ou en cours de contrat, par voie d'avenant.

ARTICLE 7 – ETAT DES LIEUX

L'occupant déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux, à savoir un linéaire de 25 mètres environ correspondant à 5 places de stationnement, allées de Tourny, côté place, face à l'immeuble du CIVB et les accepter en l'état, renonçant à réclamer aucune réduction de redevance ou indemnité pour quelque motif que ce soit.

Il devra, en particulier, effectuer, à ses frais exclusifs, tous aménagements et modificatifs requis par une réglementation quelconque, présente ou à venir et après avoir obtenu l'accord préalable et express de la Ville ou de l'autorité compétente.

En cas de besoin, Il assurera tous les frais de branchements au réseau électrique, sans qu'il puisse à la fin du contrat prétendre pour cela à une quelconque indemnisation ou reprise.

Un état des lieux contradictoire devra être réalisé avant l'entrée en jouissance de l'occupant, après l'achèvement d'éventuels travaux et aménagements et avant sa sortie des lieux.

L'occupant devra laisser en permanence, les lieux en bon état d'entretien. La Ville se réserve le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, avec le choix entre l'exécution matérielle des travaux nécessaires aux frais de l'exploitant ou une indemnité pécuniaire, tous droits et taxes en sus, représentative de leur coût.

ARTICLE 8 – PERSONNEL

L'occupant devra vérifier que tout intervenant, pour son compte, possède les qualifications professionnelles et assurances requises et en justifier à première demande écrite de la Ville.

Le personnel employé devra être en situation régulière au regard de la loi et du code du travail notamment.

En cas de constat par la Ville du non-respect de l'une de ces clauses, il y aura nullité immédiate du présent contrat et ce sans indemnisation de quelque nature que ce soit et pour quelque raison que ce soit.

ARTICLE 9 – AFFICHAGE ET PUBLICITE

Un mobilier de signalétique commerciale limité et de qualité pourra être implanté sur le site d'exploitation mentionnant les informations pratiques pour le public (horaires, tarifs ...).

L'opérateur respectera les textes en vigueur, actuels et futurs, concernant la publicité, et notamment l'article L 581-8 du Code de l'environnement (interdiction de la publicité à l'intérieur des agglomérations dans le secteur sauvegardé, dans les zones de protection délimitée, autour des sites classés ou des monuments historiques classés, à moins de 100 m et dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) ainsi que le règlement communal de publicité.

Il en ressort que de la publicité ne pourra être apposée sur le petit train que lors de sa circulation dans les zones où celle-ci est autorisée. Dans ce cas, elle devra être limitée en nombre et surface, excluant tout message à caractère politique, philosophique ou religieux.

L'exploitant devra, avant toute réalisation, recueillir l'autorisation expresse de la Ville, et se conformer à toutes réglementations applicables, à ses frais, risques et périls exclusifs.

ARTICLE 10 – TARIFS

L'occupant demeure libre de sa politique tarifaire, étant entendu que ce type de produit est généralement accessible au plus grand nombre (familles, scolaires ...).

ARTICLE 11 – REDEVANCE ET ABONNEMENT

En contrepartie de l'autorisation d'occuper le domaine public, l'occupant s'engage à verser une redevance annuelle, comprenant une partie fixe d'un montant de 3 600 € et une partie variable indexée au chiffre d'affaires hors taxes (2,5 %).

L'occupant devra, pour permettre le calcul, communiquer chaque année avant le 31 mai à la Ville, les documents comptables certifiés (compte de résultats par exemple), et les documents fiscaux se rapportant à son activité de l'année civile précédente. Il doit également se soumettre à tout contrôle en vue de vérifier la réalité du chiffre d'affaires communiqué.

Les sommes dues par l'occupant au titre de la redevance d'occupation temporaire du domaine public sont indépendantes de tous droits et taxes mis à sa charge à un autre titre.

Si nécessaire l'exploitant proposera les modalités de révision de ladite redevance de façon simple, claire et précise.

Toute somme due à un titre quelconque par l'exploitant dans le cadre des présentes, de leurs suites et conséquences, s'entend hors tous droits et taxes en sus à la charge de l'occupant et ce quel qu'en soit le redevable légal.

Par ailleurs, si l'occupant souhaite avoir accès au parking des cars de tourisme pour son fonctionnement, il proposera un montant d'abonnement sur la base d'un forfait mensuel.

Le candidat propose un montant sur la base ainsi définie de euros / mois.

ARTICLE 12 – ASSURANCE – RECOURS

L'exploitant s'engage à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée du fait de ses activités, notamment par la possession ou l'exploitation de ses équipements propres, et de sa présence dans les locaux mis à sa disposition dans tous les cas où elle serait recherchée :

- à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non aux précédents, causés aux tiers ou aux personnes.
- à la suite de tous dommages y compris les actes de vandalisme causés aux biens confiés, aux bâtiments, aux installations générales et à tous biens mis à disposition appartenant à la Ville.

A ce titre, l'occupant devra souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable une police destinée à garantir sa responsabilité, notamment vis à vis des biens confiés, y compris les risques locatifs et le recours des voisins ou des tiers :

Cette police devra prévoir :

1 – pour la garantie Responsabilité civile vis-à-vis des tiers :

- une garantie à concurrence de 7 623 000 € environ par sinistre et par an pour les dommages corporels,
- une garantie à concurrence de 1 525 000 € environ par sinistre et par an pour les dommages matériels et immatériels, consécutifs ou non.

2 – pour la garantie Responsabilité Civile vis-à-vis de la Ville de Bordeaux, y compris les risques locatifs :

- une garantie à concurrence de 1 525 000 € environ par sinistre et par an pour les risques incendie/explosions/dégâts des eaux/recours des voisins ou des tiers.

ainsi qu'une renonciation à recours de l'occupant et de ses assureurs au-delà de ces sommes. Pour leur part, la Ville et ses assureurs subrogés renoncent également à recours contre l'occupant au-delà de ces sommes.

L'occupant souscrira pour ses biens propres toutes les garanties qu'il jugera utiles et, avec ses assureurs subrogés renonce à tout recours qu'il serait fondé à exercer contre la Ville et ses assureurs pour tous les dommages subis.

L'occupant devra remettre à la Ville copie de sa police d'assurance en cours y compris celle des avenants éventuels, et de l'attestation qui lui sera délivrée par son assureur.

Au cas où ces documents ne seraient pas remis à la Ville huit (8) jours avant le début de l'occupation, la Ville se réserve le droit de ne pas autoriser l'accès au lieu concerné par les présentes.

La Ville, de son côté, fera son affaire personnelle des assurances garantissant les dommages matériels ou biens mis à disposition dont elle-même ou ses préposés seraient responsables, et des dommages occasionnés aux tiers qui lui seraient imputables.

ARTICLE 13 – CARACTERE PERSONNEL DU CONTRAT

L'occupant s'engage à occuper lui-même et sans discontinuité les lieux mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est rigoureusement interdite, et ce y compris dans le cadre d'une location-gérance.

Le présent contrat est accordé personnellement et en exclusivité à l'occupant et ne pourra être rétrocédé par lui.

Le non-respect de cette clause entraînera la résiliation immédiate et sans indemnisation du présent contrat.

Il pourra cependant se faire assister par un personnel qualifié nécessaire, qui sera recruté par ses soins, selon les règles prévues par le code du travail.

Toute cession ou apport à un tiers à quelque titre ou sous quelque modalité que ce soit, de tout ou partie des droits résultant des présentes, est également interdit sous peine de résiliation immédiate et sans indemnisation du présent contrat.

Toute modification du statut juridique de l'exploitant, de la composition des organes de direction, de la répartition du capital social, en cas de société notamment, devra être portée, par écrit, à la connaissance de la Ville et ce, dans les quinze jours calendaires de la date de survenance d'une telle modification.

En cas de décès de l'occupant ou de disparition de sa société, le présent contrat cessera et ne sera pas transmissible à ses ayants droits.

En cas de maladie ou d'indisposition momentanée et de plus de quinze jours ne lui permettant plus d'exercer ses fonctions et responsabilités, il devra indiquer alors à la Ville et sous huit jours, les mesures momentanées qu'il entend prendre pour assurer la continuité de l'activité pour la période prévisible de son indisponibilité.

ARTICLE 14 – OBLIGATIONS FINANCIERES

Indépendamment de la redevance prévue par le contrat, l'occupant doit supporter en particulier :

- les frais de son personnel,
- tous les impôts, taxes et abonnements concernant ou induits par l'exploitation et l'occupation qui font l'objet de la présente convention,
- il sera tenu responsable de toutes contraventions pouvant être relevées à l'encontre de son commerce par tous magistrats ou fonctionnaires qualifiés pour inobservations ou inexécutions des prescriptions en vigueur.

ARTICLE 15 –DEMANDE DE RESILIATION PAR L'OCCUPANT

L'occupant pourra demander à la Ville la résiliation de l'autorisation qui lui aura été accordée par le présent contrat, avec un préavis de six mois au moins, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à Monsieur le MAIRE DE BORDEAUX, qui l'acceptera, étant entendu que cette mesure ne saurait donner lieu à une indemnité au profit de l'occupant.

ARTICLE 16 – RESILIATION PAR LA VILLE

En sus des clauses de résiliation évoquées dans les articles ci avant et ne donnant pas droit à indemnisation, la Ville se réserve le droit de résilier la présente convention, et ce, pour tout motif d'intérêt général.

La dénonciation du contrat par anticipation par la Ville interviendra alors sous préavis de 6 mois, sauf cas d'urgence, comme des impératifs d'utilisation de l'espace pour des nécessités publiques ou des aménagements publics dont la réalisation ferait apparaître des contraintes de temps en matière de sécurité ou d'hygiène publique notamment.

Dans ce cas, l'occupant sera remboursé de la valeur résiduelle des dépenses réellement supportées dans le cadre de la présente convention et des avenants éventuels et sous la condition que lesdits travaux ou autres aient été réalisés dans le respect de toutes les conditions ci-dessus stipulées, et compte tenu de leur durée d'amortissement, laquelle ne pourra être inférieure à trois ans sans pouvoir excéder sept ans.

• Résiliation du fait du comportement de l'occupant

En sus des clauses de résiliation évoquées dans les articles ci avant, le présent contrat pourra être résilié par la Ville par simple lettre recommandée avec accusé de réception, au cas d'inexécution par l'occupant de l'une quelconque de ses obligations, quinze jours calendaires après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée en tout ou en partie sans effet pendant ce délai.

Le présent contrat sera résiliable par simple lettre recommandée avec accusé de réception :

- a) au cas d'incapacité juridique ou faillite personnelle de l'occupant ou au cas de dissolution de la Société occupante,
- b) au cas où l'occupant viendrait à cesser volontairement ou non, pour quelque motif que ce soit, d'exercer dans les lieux l'activité prévue,
- c) au cas où l'occupant perdrait, à quelque moment ou pour quelque cause que ce soit, la qualité d'associé majoritaire de la société occupante et/ou la qualité de Président de ladite Société ou de gérant,
- c) en cas de désordre, de scandale, d'infraction à la réglementation applicable à un titre quelconque à l'activité exercée dans les lieux,
- d) en cas de décès de l'occupant, le contrat sera résilié de plein droit,
- e) en cas de condamnation pour crime ou délit.

Dès la date d'effet de la résiliation, l'occupant sera tenu d'évacuer, sans délai, les lieux objet des présentes. A défaut, il sera redevable, par jour de retard, d'une pénalité égale à 20% du montant de la redevance en cours, et sous réserve de tous autres droits et recours de la Ville.

En cas de liquidation judiciaire, le contrat serait résilié par une simple notification.

• Résiliation pour raisons de force majeure

Si la cessation de l'activité de l'occupant venait à être décidée en cours de contrat, pour une raison de force majeure telle par exemple que l'exécution de travaux ou réparations importantes, le contrat serait interrompu de plein droit, pendant la durée nécessaire, sans que l'occupant puisse prétendre,

de ce fait, à aucune indemnité. Il en sera de même pour une réquisition du terrain ou pour des mesures d'ordre et de sécurité publique.

La redevance serait alors due par l'occupant au prorata du nombre de mois d'ouverture, la fraction de mois en excédent étant considérée comme nulle lorsqu'elle serait inférieure à seize jours et comme un mois entier lorsqu'elle serait supérieure à quinze jours.

Toutefois, si l'événement a une durée certaine et prévisible qui est inférieure à la durée restant à courir au regard de l'échéance du présent contrat, le contrat peut alors d'un commun accord des parties être suspendu sans pour autant que l'occupant puisse prétendre à une quelconque indemnisation à quelque titre que ce soit. Dans ce cas, la redevance serait également suspendue pour la même durée.

ARTICLE 17 – DROIT APPLICABLE

Le contrat est conclu sous le régime des occupations temporaires du domaine public. En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux à l'occupant et/ou quelque autre droit.

ARTICLE 18 – PORTEE DU CONTRAT

Les présentes ne pourront être modifiées que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet par chaque partie et dans les formes qui auront permis son établissement.

ARTICLE 19 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tous les litiges qui pourraient s'élever au titre des présentes, entre la Ville et l'occupant seront portés devant les juridictions compétentes siégeant à BORDEAUX.